

ROLE DE L'INITIATIVE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN (INDH) DANS LA PROMOTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU MAROC : CAS DE LA PREFECTURE D'AGADIR IDA OUTANANE

Auteurs :

El Mostafa NASSIRI & Wafa KHALEK

Doctorants chercheurs

Laboratoire de recherche : Migrations, Espaces, Cultures et Sociétés dans le Sud (LAMECSS)

Ecole doctorale: Aménagement du Territoire, Sociétés, Migrations et Développement Durable

Faculté des Lettres et des Sciences Humaine- Université Ibn Zohr Agadir, Maroc

nassirielmustafa@gmail.com & wafakhalek@gmail.com

Résumé

Au Maroc, les politiques économiques mises en œuvre se sont souvent attelées à améliorer le taux de croissance et autres indicateurs économiques. Or, la finalité de cette croissance est avant tout le développement social, à travers l'optimisation de la croissance et un meilleur partage de ses fruits. Cependant plusieurs questions s'imposent pour une meilleure appréhension de l'impact de l'économie sociale et solidaire entre autres : Quel rôle l'économie sociale peut-elle jouer dans la lutte contre la pauvreté?

Mots- clés : Développement Local-Activités Génératrices de Revenus-Economie Sociale et Solidaire - Initiative Nationale pour le Développement Humain.

Summary

In morocco, the implemented economic policies have open coupled to improve the growth rate and other economic indicators. Yet, the purpose of this growth is primarily social development, through the optimization of growth and sharing its fruits. However, several questions are needed for a better understanding of the impact of social economy among others: what role can the social economy play in the fight against poverty?

Key words: Local Development - income Generating Activities - Social and Solidarity Economy-the National Initiative for Human Development.

INTRODUCTION

L'économie sociale n'est pas un phénomène nouveau. Elle connaît un regain d'intérêt depuis les dernières décennies, notamment dans le contexte de la crise économique et des remises en cause profondes qu'elle occasionne. Contrairement à l'économie marchande dont le but est la recherche de profit et l'accumulation de capitaux, l'économie solidaire place l'homme au centre de ses préoccupations et actions. Elle regroupe des initiatives diverses qui reposent sur des projets collectifs, prônant des valeurs humanistes, et ayant pour ambition le bien commun. Dans ce contexte, l'intérêt pour l'économie sociale s'accroît. On y voit entre autres un laboratoire d'innovations sociales qui cherche à dessiner les plans d'une économie qui ne soit pas déconnectée du social non plus que du politique. Dans plusieurs pays du monde, des réformes institutionnelles, politiques, et législatives ont été introduites afin de renforcer et légitimer la place de l'Economie Sociale et Solidaire.

L'INDH se veut un projet sociétal qui vise à instaurer une dynamique permanente au service du développement humain. Elle vise à réduire la pauvreté, la vulnérabilité, la précarité, l'exclusion sociale mais elle a aussi pour fin l'épanouissement et le bien-être de l'ensemble de la population ; et ce dans le cadre d'une vision d'ensemble démocratique, stratégique, humaine et économique, conformément aux objectifs du millénaire et aux engagements du Maroc. C'est une dynamique de développement qui repose sur : une politique de valorisation du potentiel humain, une culture de la participation, du partenariat et de la solidarité, une mobilisation de toutes les composantes de la société, une impulsion donnée à tous les facteurs de croissance : capital physique, humain et social, gouvernance, démocratie et une meilleure articulation entre croissance économique et développement humain.

Le Maroc a initié depuis plusieurs années des politiques de lutte contre la pauvreté. Les résultats se sont répercutés sur l'amélioration du niveau de vie. Le revenu moyen par habitant s'est établi en 2009 à 24741dh contre 15798 dh en 2001.

En tant qu'indicateur de mesure de niveau de vie, la dépense de consommation annuelle par personne exprimée en dirhams courants est passée de 8280 drh en 2001 à 11233dh en 2007, soit un accroissement moyen de 5,1%. Cette amélioration globale du niveau de vie a réduit la pauvreté et la vulnérabilité de manière significative entre 2001 et 2007. La pauvreté est passée alors de 15,3% à 8,9% au niveau national (selon les données du Haut Commissariat au Plan).

Plus récemment, les préoccupations suscitées par les niveaux encore élevés de pauvreté et de vulnérabilité ont poussé les pouvoirs publics à initier dès 2005, une nouvelle approche de développement, tournée vers la réduction des déficits sociaux et des inégalités. Le Maroc, sous le nouveau règne, a érigé le développement humain comme priorité et a mis en œuvre ces dernières années un vaste programme économique et social à caractère structurant : les grands projets d'envergure (Tanger Med, Plan Azur, etc...). L'une des stratégies sociales novatrices est l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH).

Le rôle de l'INDH est primordial pour la promotion de l'économie sociale et solidaire, mais pour que cette économie sociale soit un vrai moteur de changement, il faut que les politiques publiques mises en place visent non seulement l'inclusion sociale mais également l'organisation économique des communautés en noyaux durables financièrement indépendants. Plusieurs questions se posent, nous poussent à s'interroger et auxquelles nous allons essayer de répondre dans cette communication :

Quel bilan au niveau national et au niveau régional ? Les objectifs qu'elle devrait atteindre l'ont-ils été ? Les indicateurs qu'elle devait améliorer ont-ils bougé positivement ? et ce à travers une étude d'évaluation des projets Activités Génératrices de Revenus 2011-2015 au niveau de la Préfecture AGADIR IDA OUTANANE.

METHODOLOGIE

Depuis son lancement, l'INDH a enregistré des résultats probants, aussi bien quantitatifs que qualitatifs, démontrant ainsi la pertinence de sa démarche et la justesse de son approche. Certes, l'INDH de la préfecture d'Agadir Ida Outanane, en particulier, est porteuse d'un pacte national pour le développement humain par excellence, d'une ambition à grande visée pour le pays et d'une démarche stratégique de transformation sociale et des modes de gouvernance publique.

Dans le cadre de suivi et d'évaluation, une mission de travail a eu lieu du mois Février au mois Avril 2016. Cette mission a été essentielle, car elle a porté sur l'étude des dossiers de projets, les visites des locaux, ainsi que les entretiens avec les bénéficiaires des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Elle a permis de mesurer l'impact des programmes transversaux 2011, 2012, 2013 et 2014, dans le cadre de la promotion des activités génératrices de revenus et l'amélioration des compétitivités des coopératives répondant aux principes fondateurs de l'INDH à savoir la dignité et la pérennité. La mission a porté sur 49 AGR des programmes transversaux et 2 projets du programme de lutte contre la pauvreté au milieu rural pour l'année 2012.

Le travail a porté sur 49 AGR des programmes transversaux et 2 projets du programme de lutte contre la pauvreté au milieu rural pour l'année 2012. En effet, la mission de suivi et d'évaluation a pour objectifs de doter les porteurs de projets des capacités et des outils leur permettant de réussir la réalisation de leurs projets, clarifier les objectifs du projet et en estimer la pertinence, assurer la cohérence et l'harmonie de la situation des projets par rapport aux objectifs initiaux, évaluer le progrès réalisé en direction de la réalisation des objectifs, dégager l'impact du projet, constater l'efficacité de l'utilisation des ressources, développer les compétences de porteurs de projets en matière de gestion de projets, revoir la conception des activités courantes et enfin évaluer la durabilité

Ce travail a été élaboré de sorte à ce qu'il touche quatre volets principaux dont le traitement des dossiers de projets notamment par une étude diagnostique des dossiers, l'identification d'état d'avancement des projets ainsi qu'un listing des pièces manquantes et anomalies. Le suivi s'est aussi marqué par un renforcement de contact via appel téléphonique, l'alimentation des dossiers en pièces manquantes et une vérification permanente des registres d'activités existants et établissement des registres manquants ce qui aboutit à un classement et à une organisation efficaces des dossiers de projets en valisettes pour l'archivage. L'accompagnement des AGR en difficulté s'effectue par l'identification des problèmes et la proposition des solutions pour résoudre les problèmes.

INDH : DATES CLES ET REALISATIONS EN CHIFFRES

2005 : Discours de sa Majesté le Roi Mohamed VI et le coup d'envoi de l'INDH
2006 : Lancement officiel de la première phase (2005-2010) et formation des instances de gouvernances
2008 : Evaluation à mi-parcours de l'INDH
2010 : Organisation d'un Forum

International du développement humain à Agadir 4 Juin 2011 : Coup d'envoi de la deuxième phase (2011-2015) par sa Majesté le Roi Mohamed VI.

L'INDH AU NIVEAU NATIONAL : QUEL BILAN ?

Le dernier rapport de la banque mondiale, en 2015, a classé le Maroc à la 3ème place sur les 135 programmes du développement social à l'échelle internationale entre autres : (Approche participative, Gouvernance, Infrastructures, Services sociaux, Approche genre, Suivi et évaluation).

La portée stratégique de l'initiative lancée par Sa Majesté le Roi Mohamed IV depuis 2005 et les grands chantiers réalisés durant les 11 années, ont suscité l'intérêt des partenaires internationaux qui affichent leur volonté de soutenir les efforts de l'Etat marocain pour la promotion du développement humain, reflétant ainsi, le climat de confiance qui règne entre les différentes parties engagées sur la voie des orientations du Royaume et sa vision stratégique pour l'amélioration des conditions de vie de la population.

L'INDH constitue un moyen important pour la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité et contribue au développement social des bénéficiaires. A cet effet, a été créé un compte spécial estimé à 10 milliards de dirhams (dhs) pour financer les projets de la première phase (2005-2010). Le budget est revu à la hausse est passé à 17 milliards de dhs pour la seconde phase (2011-2015). Il est à noter que le nombre de personnes ayant bénéficié de l'INDH est de : 128.000 personnes pour les activités génératrices de revenu, 257.000 femmes en situation de précarité, 145.000 personnes à besoins spécifiques, 37.000 personnes âgées, 135.000 personnes ont pu accéder aux soins médicaux dans 600 centres de santé à travers le Royaume et 45.000 femmes en situation difficile ont été placées dans des centres de protection sociale.

Le haut niveau d'interaction réalisé par l'INDH grâce à la gestion stratégique suscitée par la nature des projets et actes de développement humain inscrits dans différents secteurs et domaines d'activités a permis, durant les dix premières années (2005-2015), la mise en œuvre de plus de 42.000 projets au profit de 10 millions de bénéficiaires avec un coût global d'investissements avoisinant les 37.4 milliards de dhs dont l'important apport de l'INDH qui est estimé à 24 milliards de dhs.

L'INDH AU NIVEAU DE LA PREFECTURE D'AGADIR IDAOUTANANE : PRESENTATION ET REALISATIONS

Située sur la côte nord-ouest de la région SOUSS MASSA, la préfecture d'Agadir Ida Outanane s'étend sur une superficie de 2297km². Elle referme une seule commune urbaine et 12 communes rurales. Sa population est de 551.000 habitants. La situation géographique de la préfecture d'Agadir Ida Outanane sur le littoral atlantique et son climat modéré ont beaucoup joué pour son attractivité touristique. Le secteur de la pêche maritime est aussi prometteur pour la région. Les infrastructures et la capacité d'accueil du port d'Agadir lui ont permis de se placer à la tête de la liste des ports nationaux où s'exportent les produits de la mer. Concernant le secteur industriel aux environs de 219 unités industrielles sont installées dans la région. Le chiffre d'affaire réalisé par ces unités remonte à 7 milliards de dhs avec une productivité qui dépasse les 6 milliards de dhs.

L'évolution remarquable de l'INDH permet de relever les bonnes pratiques étant mises en œuvre pour la création d'une importante dynamique sociale avec une volonté affichée

d'enchaîner les actions en faveur des couches sociales les plus démunies par le biais du renforcement de leur intégration socio-économique grâce aux activités génératrices de revenus considérées comme levier de l'insertion économique. Les chiffres divulgués montrent que 150 projets et activités ont été réalisés au niveau d'Agadir Ida Outanane et concernent les secteurs de l'agriculture, la mer, la pêche de l'artisanat du commerce et de l'industrie, avec une représentation importante des femmes bénéficiaires des AGR qui atteint 49% de l'ensemble des bénéficiaires.

IMPACT DES PROJETS D'ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS (AGR) : CAS D'AGADIR IDAOUTANNANE

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), est une expression forte de la volonté Royale de faire du développement humain à la fois une finalité et un facteur dynamisant du nouveau profil de la croissance. Revêtant, comme on le sait, la dimension d'un véritable chantier de règne, elle a été, de par sa démarche conceptuelle, ses modalités participatives de mise en œuvre et ses méthodes plurielles d'évaluation, conçue par le Roi comme un cadre spécifique de promotion du progrès social et, en l'occurrence, de réalisation des Objectifs du Millénaire. Dans ce contexte, la question fondamentale est de savoir comment rentabiliser au maximum les interventions réalisées par l'INDH de manière à atteindre les objectifs prévus de développement. C'est là que le suivi et l'évaluation prennent toute leur importance en tant qu'instrument de gestion essentielle à l'exécution efficace et efficiente des politiques et programmes de développement.

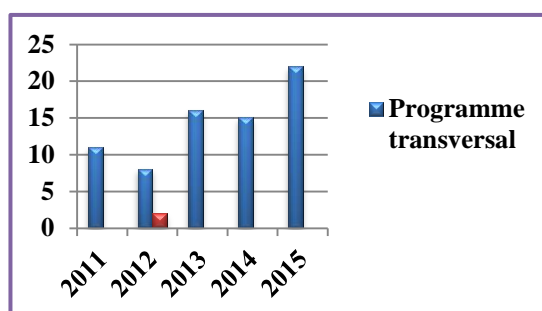
Depuis son lancement, l'INDH a enregistré des résultats probants, aussi bien quantitatifs que qualitatifs, démontrant ainsi la pertinence de sa démarche et la justesse de son approche. Certes, l'INDH de préfecture d'Agadir Ida Outanane en particulier est porteuse d'un pacte national pour le développement humain par excellence, d'une ambition à grande visée pour le pays et d'une démarche stratégique de transformation sociale et des modes de gouvernance publique. L'Initiative a également amorcée une dynamique sociale dans les zones où vivent les populations défavorisées à travers des projets et des réalisations concrètes. Par ses réalisations, l'INDH a concouru à la promotion des populations démunies en améliorant leurs conditions de vie, en garantissant leur bien être et en renforçant leurs potentialités et capacités, permettant ainsi une intégration sociale et une insertion économique, particulièrement à travers les activités génératrices de revenus (AGR).

Cette étude d'impact a eu lieu du mois de mars au mois d'avril 2016. Elle a permis de mesurer l'impact des programmes transversaux des années 2011, 2012, 2013 et 2014, dans le cadre de la promotion des activités génératrices de revenus et l'amélioration des compétitivités des coopératives répondant aux principes fondateurs de l'INDH à savoir : la dignité et la pérennité. L'étude a porté sur 49 AGR des programmes transversaux et 2 projets du programme de lutte contre la pauvreté au milieu rural pour l'année 2012.

PRESENTATION DES PROJETS AGR QUI ENTRENT DANS LE CADRE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Répartition des projets AGR par programme

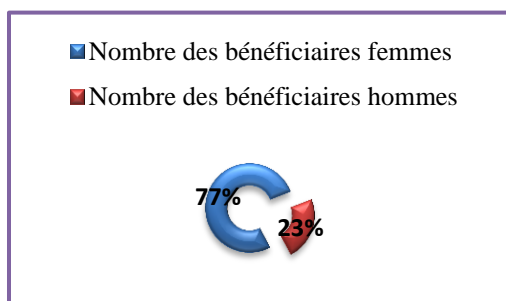
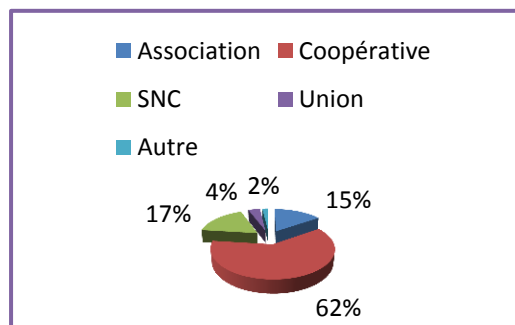
La présentation suivante concerne deux programmes. Il s'agit du programme transversal



(2011-2012-2013-2014-2015) et le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural (2012).

Répartition des projets AGR par forme juridique

Les projets AGR financés par l'Initiative Nationale de Développement Humain, dans le cadre du programme transversal et le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural, entre les années 2011 et 2015, sont répartis selon les catégories de porteurs de projets sur la figure ci-après

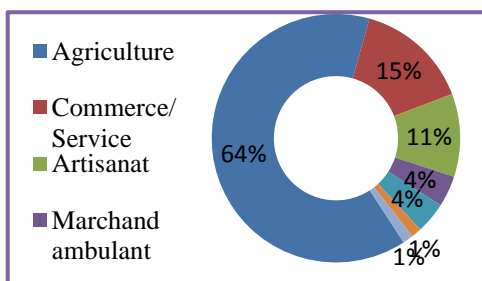
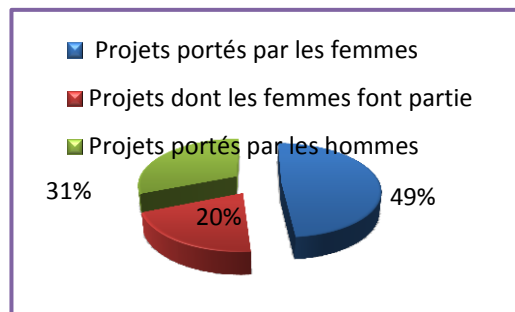


Répartition des bénéficiaires des projets AGR par nombre de femmes

La répartition des bénéficiaires des projets AGR du programme transversal 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, et du programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural 2012, démontre que 77% des bénéficiaires des projets AGR sont des femmes.

Répartition des projets AGR portés par les femmes

Selon la présente répartition, la majorité des projets AGR (69%) connaissent la participation de la femme, et 49% des projets sont à 100% portés par les femmes. Ceci justifie l'importance et le grand intérêt accordé par l'INDH pour cette catégorie.



Répartition des projets AGR par secteur d'activité

L'analyse du présent graphique montre que la plupart des projets AGR, opèrent dans le secteur d'agriculture, ce qui reflète l'importance donnée par l'INDH au développement du monde rural.

Financement des projets AGR

L'investissement global destiné pour le financement de 74 projets AGR est de 19 625 316,00 DH, dont la participation de l'INDH est de 12 750 779,60 DH engendrant un effet levier de

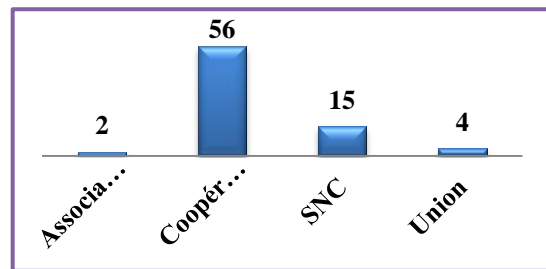
35% soit un montant de 6 874 536,40. Il traduit l'implication et la mobilisation de différents acteurs actifs, surtout quelques collectivités locales

IMPACT DES PROJETS AGR

L'analyse du degré de satisfaction des bénéficiaires démontre que la majorité des bénéficiaires sont satisfaits de l'appui apporté par l'INDH en termes de changement positif de leurs conditions de travail et de vie.

Par conséquent, les différents porteurs de projets ont déclaré le renforcement de la notoriété et la compétitivité de leurs projets, grâce au financement et encadrement de l'INDH.

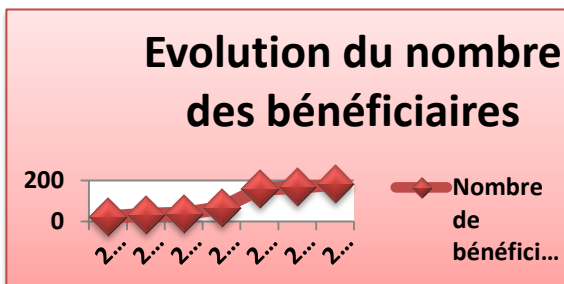
Selon la représentation ci-après du nombre de postes créés par les AGR, les coopératives et les unions ont créé 60 postes, les sociétés en nom collectif ont recruté 15 personnes au total et les associations 2 personnes.



Remarque: L'augmentation du nombre des coopérateurs et bénéficiaires n'ont pas été pris en considération dans le calcul du nombre des postes créés.

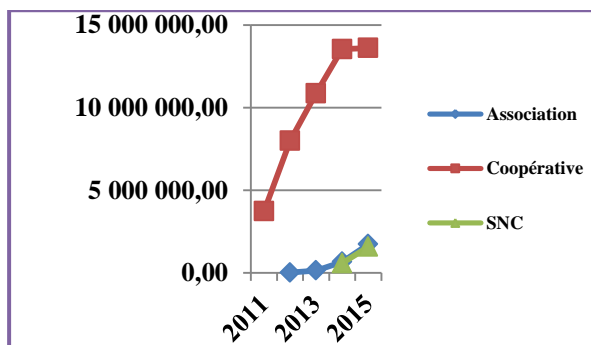
Le nombre de bénéficiaires a évolué en passant de 1516 coopérateurs et associés en 2011 à 1971 en 2015, soit une augmentation de 30%, l'équivalent de 455 coopérateurs et associés

Exemple: Coopérative Agricole Féminine AFOULKI



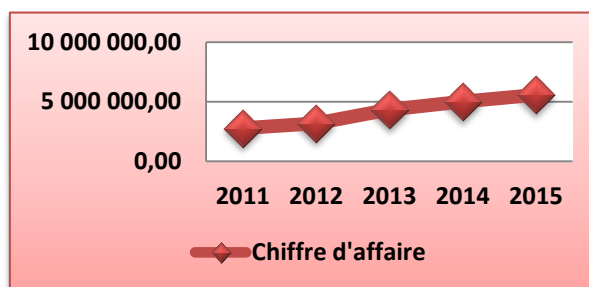
La courbe suivante montre que le nombre de bénéficiaires de la coopérative agricole féminine AFOULKI a évolué entre les années 2004 et 2013, en passant de 22 femmes à 183 femmes adhérentes.

Le chiffre d'affaires des AGR est toujours en augmentation remarquable, pour les trois catégories (Association, coopérative et SNC).



Exemple: Coopérative Agricole Féminine TAGMAT AZIAR

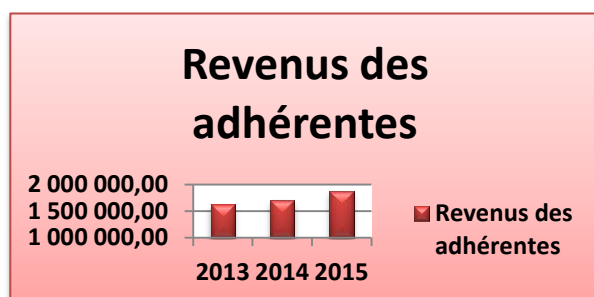
La courbe suivante montre que le chiffre d'affaire de la coopérative agricole féminine TAGMATE AZIAR a évolué entre les années 2011 et 2015, en passant de 2 793 024,73DH à 5 572 290,00 DH :



D'après l'analyse de l'évolution des revenus des bénéficiaires entre 2013, 2014 et 2015, il s'avère que ces projets sont rentables économiquement et apportent une nette amélioration des revenus des femmes et des hommes bénéficiaires.

Année	4 Associations	14 Coopératives	5 SNC	Total
2013	381 642,50	5 972 365,00	112 140,00	6 466 147,50
2014	543 164,30	7 726 768,00	260 784,00	8 530 716,30
2015	626 531,80	9 287 937,00	357 432,00	10 271 900,80
Total	1 551 338,60	22 987 070,00	730 356,00	25 268 764,60

Exemple: Coopérative Agricole Féminine TAMAYNOUT



Le revenu des bénéficiaires est en amélioration : l'histogramme suivant montre que les revenus des bénéficiaires de la coopérative agricole féminine TAMAYNOUT ont évolué entre les années 2013 et 2015, en passant de 1 618 800,00 DH à 1 874 400,00 DH pour l'ensemble des femmes adhérentes :

Pour l'ensemble des exercices 2011, 2012, 2013 et 2014, 52 projets AGR ont été programmés avec une enveloppe globale de 14 756 516,00 DH et une contribution INDH de 9 993 059,60 DH engendrant un effet de levier de 32%. Le nombre de personnes ayant bénéficié des projets AGR est de 1971 dont 82% de femmes et 27% de jeunes. L'analyse par secteur des 52 projets AGR, met en exergue la prédominance du secteur agricole avec 61% du nombre total de ces projets. Les projets du secteur du commerce et des métiers viennent en seconde position avec 15%. Ceux programmés au niveau du secteur de l'artisanat représentent 10% des AGR initiées. Par ailleurs, et en analysant le bilan des AGR par programme, on note ce qui suit : 87,89% du montant global d'investissement des projets, et 85,61% des crédits INDH investis dans les AGR ont été puisés du programme transversal (2011-2012-2013-2014) et du programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural; Le nombre de projets AGR est très significatif dans le programme transversal (96%), faible dans le programme rural (4%).

Au-delà des chiffres, l'entremise des programmes INDH a pu créer un nouveau climat d'action et de réaction des différents acteurs impliqués en rétablissant la confiance du citoyen dans l'administration et en instaurant une mobilisation de toutes les forces vives autour de ce projet sociétal d'envergure nationale.

Du point de vue qualitatif, l'INDH a permis en partie l'ancrage de la culture de la participation, l'amélioration de la représentativité des femmes et des jeunes au sein des organes de gouvernance locale, la dynamisation du tissu associatif et l'amélioration des conditions de vie des populations locales à travers la concrétisation de plusieurs projets et actions et surtout l'instauration de la culture de participation et d'implication dans le processus du développement local.

CONCLUSION

Dans plusieurs pays du monde l'économie sociale, qui est basée sur la justice sociale, la solidarité et la démocratie participe à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion par l'amélioration des conditions de vie, l'amélioration des revenus et l'intégration des populations défavorisées dans le processus de développement social.

L'amélioration des conditions socio-économiques des populations locales, nécessite la convergence de capital humain, capital social et capital économique, afin qu'on puisse parler effectivement de participation à la lutte contre la pauvreté.

L'économie sociale complète l'action publique dans sa lutte contre l'exclusion sociale, elle fait preuve, dans certains pays, de sa capacité à intégrer des personnes et des territoires nettement désavantagés sur les plans social et professionnel. La cohésion sociale devient un facteur de compétitivité pour atteindre le développement humain durable.

Malgré le poids de l'économie sociale et les solutions qu'elle apporte à l'échelle mondiale dans la participation au PIB, son apport dans l'économie mondiale reste limité vu les chiffres consultés dans les différents rapports et documents.

L'économie sociale s'inscrit dans une perspective de transformation politique, sociale économique et culturelle. Elle se veut autant une réponse qu'une critique au système capitaliste, puisqu'elle met l'accent sur l'humain et non sur le capital.

Au lieu de favoriser la compétition et l'accumulation des richesses matérielles au niveau individuel, l'ES se base sur la coopération, la solidarité, le travail collectif, la démocratie, la réciprocité, l'entraide, la propriété collective, le développement communautaire et humain.

L'une des approches développées par les services publics pour promouvoir les acteurs de l'ES est l'approche partenariale. Cependant étant donné le caractère relativement récent des acteurs de l'économie sociale au Maroc et les créations nouvelles des associations et coopératives notamment avec l'avènement de l'INDH au Maroc, le partenariat équitable devient dans plusieurs cas plus de l'assistantat que du partenariat.

Au Maroc, et suite à l'analyse des différentes politiques de lutte contre la pauvreté, développés depuis l'indépendance, il est évident que durant les dernières dizaines d'années des changements structurants ont été constatés, des stratégies développées et des institutions étatiques ont été créées afin de lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité.

La promotion des acteurs de l'économie sociale et le développement des AGR devient une priorité de plus en plus poussée de la plus grande instance de l'Etat et du gouvernement dans la mesure où elle participe à la l'amélioration des revenus, des conditions de vie, et à la création de l'emploi et la lutte contre le chômage. Le développement de ces indicateurs

permettront sans doute plus de stabilité pour l'Etat et participerait à l'amélioration des indicateurs de développement humain et à l'atteinte des objectifs du Millénaire.

L'avènement de l'INDH est le reflet de la volonté Royale à la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'économie sociale.

Le rôle de l'INDH est primordial pour la promotion de l'économie sociale, mais pour que l'économie sociale soit un vrai moteur de changement, il faut que les politiques publiques mises en place visent non seulement l'inclusion sociale mais également l'organisation économique des communautés en noyaux durables financièrement indépendants.

BIBLIOGRAPHIE :

- CHOPART Jean-Noël, NEYRET Guy et RAULT Daniel (sous la direction), *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, La Découverte
- COMEAU Y., FAVREAU, L., LÉVESQUE, B. et M. MENDELL(2001) « *Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières* ». Sillery : PUQ. Collection Pratiques et politiques sociales.
- DEMOUSTIER .Danielle (2003) « *S'associer pour entreprendre autrement* », Paris, La Découverte,
- DEMOUSTIER, D (2001), *L'économie sociale et solidaire*, édition la découverte 2001
- DEMOUSTIER, D. (2001), *L'économie sociale et solidaire, s'associer pour entreprendre autrement*. Syros/Alternatives économiques, Paris.
- DEMOUSTIER, D. (2004) « *Économie sociale et développement local* », Paris, L'Harmattan (Paris)
- DRAPERI, J.F (2010) « *Godin inventeur de l'économie sociale : Mutualiser, coopérer, s'associer* », p137, Ed. Repas, collection, Paris
- FAVREAU, L. et B. LÉVESQUE (1996), « *Développement économique communautaire* », Presse de l'Université de Québec
- FAVREAU, L. et L. FRÉCHETTE (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, PUQ, Sillery
- FOUZY, M (2006) , « *le développement face à la pauvreté* » économisa paris
- Haut commissariat au plan (2007) « *Croissance économique et développement humain : éléments pour une planification stratégique 2007-2015*
- Haut Commissariat au Plan (2009), *Croissance et développement humain au Maroc*
- Jean-François Draperi « *L'économie alternative, une réponse à la crise ?* » 2011, alternative économique,
- OCDE, (2001) « *du bien-être des nations le rôle du capital humain et social* », Organisation de coopération et de développement économique.
- PERTHUIS.C (2005) « *Le Développement durable* », Ed Nathan, paris
- PNUD (2010) Rapport mondial sur le développement humain, « *La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain* »
- PNUD, Rapport du développement humain 1996 « *La croissance au service de développement humain* »
- PNUD, Rapport du développement humain, 2003, « *Les objectifs du Millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*»
- PNUD, Rapport sur le développement humain 2013 « *Le progrès humain dans un monde diversifié* »
- Rapport : *Stratégie nationale de l'économie sociale et solidaire 2010-2020*, Ministère des affaires générales et de la gouvernance, Novembre 2011

- Said Laiibi « *L'économie sociale et solidaire au service d'un développement durable des territoires au Maroc* », Remald Num 109-110
- Journal « AL AKHBAR » par Karim AMEZIANE. N° 1080. 21-22 mai 2016
- www.indh.ma
- www.indh-agadir.ma
- Division de l'Action Social (DAS) Agadir